



Revue de presse



Lundi 14 Octobre 2024



[Algérie-inde/La présidente droupadi murmu en visite depuis hier](#)

[Un «géant» à alger](#)

5e puissance économique mondiale, l'Inde affiche un produit intérieur brut (PIB) qui avoisine les 4000 milliards de dollars.

L'Algérie ambitionne de jouer dans la cour des grands, de rejoindre le cercle des pays émergents. Elle doit donc choisir ses «sparring-partners». C'est comme pour un boxeur qui prétend à une couronne mondiale ou à un titre continental.



[Algérie-inde](#)

[Les deux pays ont tout pour s'entendre](#)

Le PIB indien a augmenté de 6,7% lors du premier trimestre de l'année fiscale 2024-2025. À méditer...

Vu d'Alger, faut-il parler de rapprochement avec le géant asiatique qui prend des proportions exceptionnellement importantes ? La réponse ne peut être que positive, au regard de l'invitation algérienne que l'Inde s'est visiblement empressée d'accepter.

[PLF 2025](#)

[Les statuts particuliers seront révisés](#)

L'ouverture de postes budgétaires dans les secteurs de l'éducation, agriculture... est couverte dans ledit projet.

L'inclusion de l'incidence financière , notamment la révision des statuts et régimes indemnitaires pour certains secteurs, ainsi que toute nouvelle révision décidée par les pouvoirs publics est incluse dans le projet de loi de finances pour l'année 2025. Ainsi, la prise en charge de l'incidence financière en ce qui concerne la révision des statuts particuliers et régimes indemnitaires des fonctionnaires relevant des secteurs de l'Education nationale, santé, affaires religieuses et enseignement supérieur est prévue par le PLF 2025.



[Loi de finances 2025, Lutte contre l'évasion fiscale : l'Algérie s'aligne sur les standards internationaux](#)

Le projet de loi de Finances pour 2025 devrait marquer un tournant décisif pour l'Algérie dans sa lutte contre l'évasion fiscale. L'article 100, dédié à l'échange d'informations fiscales internationales, inscrit le pays dans une dynamique de transparence plus importante.

Cette mesure autorise l'échange d'informations avec les pays ayant signé une convention d'assistance administrative avec l'Algérie, renforçant ainsi les capacités de contrôle du fisc, en permettant un suivi plus rigoureux des flux.



[Timbres des cartes grises automobiles dans le PLF-2025 : Hausse des prix](#)

Dans le cadre du projet de la loi de finances pour l'année 2025, une mesure significative est en vue concernant le prix des timbres automobiles pour les cartes grises, avec des ajustements tarifaires prévus pour différents types de véhicules touristiques. Cette annonce d'augmentation impactera les propriétaires de véhicules à travers le pays, nécessitant une adaptation face à ces nouvelles dispositions.



Inondations et incendies d'habitations : Absence de culture de l'assurance

Les dernières inondations, enregistrées dans plusieurs wilayas du pays ont mis à nu l'absence de culture de l'assurance en Algérie, puisque très peu d'Algériens assurent leurs biens contre les risques de catastrophes naturelles.

Pourtant, l'assurance CAT-NAT est distribuée au niveau de l'ensemble des sociétés d'assurance de dommages, de manière uniforme, aussi bien en termes de garanties que de tarifs, proposée même à des prix modiques, à la portée de tout citoyen. Elle vise l'adhésion de l'intégralité des propriétaires de biens immobiliers, en vue de constituer les fonds indispensables pour la prise en charge des futurs sinistres.



Taux de change parallèle : Le dollar en hausse

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales de la monnaie nationale indiquent que l'euro s'échange à 145.66 dinars algériens à l'achat et se vend à 147.69 dinars.

Au marché parallèle, la monnaie européenne voit son change d'achat atteindre 246.00 dinars et son taux de vente s'élève à 249.00 dinars.

Quant au billet vert, il maintient ses bons niveaux . Il s'achète à 132.05dinars algériens et se vend à 133.06 dinars algériens.



PLF 2025 : Le contrat social scellé

Le Projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025 s'inscrit dans la lignée des engagements du chef de l'Etat, réaffirmant ainsi la vocation sociale de l'Etat.

Ce texte, en phase avec les promesses faites par le Président pour les cinq prochaines années, traduit la volonté de préserver le caractère social de l'Etat tout en garantissant un équilibre entre les impératifs économiques et les attentes.



Hausse des dépenses et gestion des déficits publics : L'Etat appelé à veiller au grain

Fortement sollicitée pour faire face aux besoins accrus de soutien à la croissance économique et de protection du pouvoir d'achat des ménages, la dépense publique ne cesse de s'accroître ces quelques dernières années, charriant ainsi de nouveaux défis quant à la nécessité d'éviter un emballement des déficits budgétaire et du Trésor.



Brahim Guendouzi, professeur d'économie : «La gestion budgétaire par objectifs consacre la transparence»

Le chef de l'Etat a ordonné, tout récemment, la création d'une nouvelle Agence des grands équilibres budgétaires. A quels impératifs répond cette décision ?

La création d'une nouvelle Agence nationale chargée des grands équilibres budgétaires, de la prospective et de la planification, aura probablement à apporter une vision proactive de l'évolution de la dépense publique, ainsi que de la collecte et de l'utilisation optimale des ressources. Il s'agit d'une démarche stratégique pour le long terme visant à imprimer aux politiques publiques, une démarche prospective eu égard aux vulnérabilités que rencontre l'économie nationale.



Le Projet de loi de finances 2025 : des prévisions ambitieuses et un soutien renforcé à l'économie

Adopté en Conseil des ministres dimanche dernier, le Projet de loi de finances 2025 (PLF 2025) est désormais soumis au Parlement. Ce texte prévoit un montant total de recettes budgétaires de 8523,06 milliards de dinars, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à l'exercice en cours, selon les grandes lignes du document que nous avons consulté.



Le Brent affiche 78,86 USD

Aujourd'hui, le prix du baril de Brent est à 78,86 USD

Le pétrole WTA (West Texas Intermédiaites) s'affiche à 75,50 USD.



SUBVENTION DES CÉRÉALES, DU LAIT, DE L'EAU DESSALÉE, DE L'ÉNERGIE, DU SUCRE ET DE L'HUILE : Près de 700 milliards DA pour 2025

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 semble fin prêt depuis son examen lors du dernier Conseil des ministres. Dans son rapport de présentation, il a été dit que le Gouvernement veille à garantir la sécurité alimentaire et hydrique durable ainsi que la préservation de l'équité sociale et du pouvoir d'achat du citoyen. Dans ce cadre, les subventions des produits de large consommation coûteront 659,96 milliards DA, dont 348,96 milliards pour les céréales, 100 milliards Da pour le lait, 88 milliards pour l'eau dessalée, 23 milliards pour l'énergie et 100 milliards de dinars pour la stabilisation des prix du sucre et de l'huile.



Lutte contre la contrebande et le commerce illégal transfrontalier : 171 affaires traitées en une semaine par les Douanes

Les services des Douanes ont enregistré, durant la période allant du 4 au 10 octobre, 171 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce illégal transfrontalier, selon un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD) publié ce dimanche.



Le Sud grand bénéficiaire des mesures fiscales

Le Sud grand bénéficiaire des mesures fiscales en appui à l'investissement dont l'abattement sur l'IRG, l'IBS, l'exonération de la TVA et autres avantages.

Le projet de loi de finances 2025 prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à l'appui aux investissements. Ces dernières vont se traduire par la reconduction pour une période de 5 ans de l'abattement de 50% en matière d'impôts sur le revenu global (IRG) et d'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), au profit des revenus réalisés dans les régions du Sud, à savoir les wilayas d'Illizi, Tindouf, Adrar, Tamanrasset, Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et Djanet.



Paiement électronique des timbres fiscaux

Une journée de sensibilisation, d'information et de vulgarisation de la plateforme « Tabioucom » dédiée au paiement électronique des timbres fiscaux a été organisée, dimanche, par la Recette des impôts Larbi Ben M'Hidi en collaboration avec l'APC d'Alger Centre.

« La plateforme -Tabioucom.mf.gov.dz- s'inscrit dans le cadre des efforts continuels de la direction générale des impôts visant la promotion et la généralisation de la numérisation et le rapprochement des citoyens de l'administration », a indiqué Dahmani Mohamed Redha, receveur des impôts à la recette Larbi Ben M'Hidi.



رئيس الجمهورية يستقبل الرئيسة دروبادي مورمو

الجزائر- الهند.. نحو شراكة اقتصادية واعدة

استقبل رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، رئيسة جمهورية الهند، السيدة دروبادي مورمو، التي شرعت بعد ظهر أمس، في زيارة دولة إلى الجزائر تدوم أربعة أيام وتؤسس للارتقاء بمستوى التعاون الثنائي إلى أفق أوسع بين البلدين تجمعهما علاقات صداقة تاريخية راسخة. ومنتظر أن تظفي هذه الزيارة ديناميكية جديدة تدعم التوجه نحو شراكة اقتصادية واعدة بين البلدين.



منح الأفضلية للاستثمارات المنتجة والقطاعات ذات الأولوية

312 ألف مليار لتمويل الاستثمار خلال 2025

اقترحت السلطات العمومية رصد غلاف مالي معتبر كنفقات خاصة بالاستثمار لسنة 2025، ضمن تقرير عرض مشروع قانون المالية للسنة القادمة وتقديرات سنوات 2026 و2027، البالغة 2206.32 مليار دينار كرخص التزام و3128.32 مليار دينار كاعتمادات دفع، ممثلة على التوالي في 13.9% و18.6% من مجموع اعتمادات ميزانية الدولة لسنة 2025.



وزارة المالية: هكذا يتم تسيير الاعتمادات المالية وتنفيذها

أصدرت وزارة المالية أمس السبت تعليمة تتعلق بتسيير الاعتمادات المالية وتنفيذها.

ووفقا للتعليمة رقم 007 حدد تاريخ 20 ديسمبر 2024 آخر أجل للإلتزام بالنفقات لدى المراقب الميزانياتي.

بالإضافة إلى تحديد آخر أجل للأوامر بالصرف وتحرم الحوالات للنفقات في أجل أقصاه 10 أيام بعد تاريخ إقفال الالتزامات بالنفقات في أجل أقصاه 30 ديسمبر 2024.



ضريبة على الوقود عند السفر برا إلى تونس وباقي الدول المجاورة

سيكون لزاما على كافة المسافرين إلى دول الجوار عبر الحدود البرية دفع رسوم ضريبية مقابل استغلال الوقود تدفع لدى قباضة الجمارك أو نظيرتها للضرائب.

وبحسب المادة 125 من مشروع قانون المالية لسنة 2025، تقرر تعديل أحكام المادة 81 من القانون رقم 16-20 المؤرخ في 31 ديسمبر سنة 2020 المعدلة والمتممة، وتحرر كما يلي ” يؤسس رسم على استهلاك الوقود، حيث تتولى إدارة الضرائب أو الجمارك كل واحدة فيما يخصها برقابة وتحصيل هذا الرسم.”



مرحلة جديدة للاستثمار منتظرة وفق مشروع مالية 2025

تخفيضات للمستثمرين بالجنوب وإعفاءات للمؤسسات الناشئة

أدرجت الحكومة ضمن مشروع قانون المالية لسنة 2025، والذي يتضمّن أيضا توقعات سنتي 2026 و2027 جملة من المزايا والتسهيلات والإعفاءات والتخفيضات لتشجيع الاستثمار وجلب المتعاملين الاقتصاديين منها تخفيضات في الضرائب للمستثمرين بمنطقة الجنوب ومزايا لأصحاب المؤسسات الناشئة وقرارات لتسهيل الدفع الإلكتروني مع تمديد الإعفاء الجمركي لمنتجي الزيت الخام.

RÉSERVES DE CHANGE

72,95 milliards de dollars attendus en 2025

A la longue, établies comme critère de mesure de la santé financière du pays en plus de sa position extérieure, comme partout ailleurs dans les économies émergentes, les réserves de change de l'Algérie projetées à travers le PLF 2025 augurent une aisance qui lui permet d'appréhender les prochaines années.

La hausse des prix des hydrocarbures en 2022 et dans une mesure un peu moindre en 2023 a permis à l'Algérie de reconstituer ses réserves de change qui, rappelons-le, sont reparties de loin après le choc de la baisse des prix du pétrole en 2013 et les importants déficits du solde global de la balance des paiements sur la période 2014-2021. Durant cette période, tel que le rappelait la Banque d'Algérie il y a quelques mois, les réserves de change (or monétaire non compris) se sont érodées de près de 77% en l'espace de huit ans, représentant ainsi une baisse moyenne annuelle de près de 18,6 milliards de dollars. En effet, l'encours des réserves officielles de change (or monétaire non compris) est passé de 194,01 milliards de dollars à fin 2013 à 114,14 milliards de dollars à fin 2016, puis à seulement 45,30 milliards de dollars à fin 2021. Cependant, l'important excédent du solde global de la balance des paiements enregistré en 2022 (18,468 milliards de dollars) ainsi que celui de moindre ampleur constaté en 2023 (6,347 milliards de dol-

lars) ont permis la reconstruction de cet important moyen de parer aux chocs externes, à savoir les réserves officielles de change (or monétaire non compris). Elles ont atteint 60,944 milliards de dollars à fin 2022 et 68,988 milliards de dollars à fin 2023. Exprimées en termes de mois d'importation de biens et services, les réserves officielles de change (or monétaire non compris) représentaient à fin 2023 un peu plus de 16 mois contre 15 mois et demi à fin 2022 et à peine un peu plus de 12 mois à fin 2021. Ce niveau, largement supérieur aux recommandations minimales des standards internationaux, reflète la solidité retrouvée de la position extérieure de l'Algérie.

Dans l'analyse menée par les services du gouvernement pour aboutir au texte du PLF 2025, le cadrage adopté part d'un prix de référence fiscal du baril de pétrole à 60 dollars pour les années 2025, 2026 et 2027, et un prix de marché de 70 dollars. Avec une augmentation des volumes d'exportations des hydrocarbures de 1,9% attendue en 2025, les exportations glo-



Siège du ministère des Finances.

Photo: DFI

baies projetées sont de 99,3 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep) en 2025, qui devraient rapporter en théorie 43,73 milliards de dollars. Globalement, selon le PLF, les exportations de biens devraient atteindre 50,9 milliards de dollars en 2025. Quant aux importations de biens, elles sont projetées à 46,07 milliards de dollars en 2025 (+1,3 % par rapport à 2024). A l'issue de l'exercice, si tout se déroule comme le projette le gouvernement, les réserves de change atteindront 72,95 mil-

liards de dollars en 2025, diminueront légèrement à 72,41 milliards en 2026 puis 72,36 milliards en 2027. De quoi permettre d'assurer une couverture des importations de 16 à 15 mois.

Azedine Maktour

BUDGET DE L'ÉTAT

Les dépenses de transfert en hausse en 2025

«La participation de leaders internationaux, venant des quatre coins du monde, est un prélude à l'établissement de partenariats stratégiques susceptibles de créer de nouvelles dynamiques économiques dans le domaine énergétique», estiment les organisateurs du Napec dans un communiqué de presse.

Les dépenses de transfert pour le budget de l'Etat de 2025 s'élèvent à 5872,37 milliards de dinars en AE et 5928,18 Mrds DA en CP, représentant respectivement, 37,1% et 35,3% du total du budget de l'Etat. Le projet de loi précise que cette rubrique enregistre une augmentation de 313,57 Mrds DA en AE (soit +5,6%), et 288,64 Mrds DA en CP (soit +5,1%), comparativement aux crédits révisés pour 2024. Où va tout cet argent et comment est-il réparti ? Le texte de loi pour 2025 en donne des précisions. Ces dépenses, peut-on y lire, couvrent essentiellement l'intervention économique et sociale de l'Etat et notamment les subventions aux produits de large consommation pour 659,96 Mrds DA, dont les céréales (GAIC) pour 348,96 Mrds DA ; le lait (ONIL) pour 100 Mrds DA ; l'eau dessalée (88 Mrds DA) ; le soutien à l'énergie (23 Mrds DA) ; la stabilisation des prix du sucre et de l'huile (100 Mrds DA). En outre, l'intervention de l'Etat se traduit, selon le PLF-2025, à travers différents dispositifs. Le transfert aux personnes représente un montant de 1755,13 Mrds DA, soit 30,7% du total des crédits des transferts. En vue de la prise en charge de l'allocation chômage, l'Etat prévoit 457,47 Mrds DA au profit



Ministère des Finances

retraite (ICAR), de l'indemnité complémentaire de pensions et rentes (ICPR), de la majoration exceptionnelle de 5% des pensions et allocations de retraite du régime des salariés et non-salariés, et la revalorisation exceptionnelle introduite en 2012. La pension des moudjahidines

de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNAS). Tandis qu'au titre de l'allocation spéciale de solidarité, il est prévu une dotation de 17,02 Mrds DA au profit des 3,4 millions d'élèves démunis (5000 DA).

pour 2025 s'élève à 500 Mrds DA. Cette contribution, explique-t-on, couvre, outre la compensation TAP pour 80 Mrds DA, les cantines scolaires pour 60 Mrds DA devant profiter à 5,7 millions d'élèves, l'intégration de 125 495 bénéficiaires du dispositif DAIP et la conversion des contrats en CDI, ainsi que les rémunération à la charge du budget de l'Etat. Quant aux Transferts aux entreprises, ils interviennent à hauteur de 519,41 Mrds DA (soit 9,1% du total des crédits des transferts). Ces crédits couvrent, entre autres, la bonification du taux d'intérêt (160 Mrds DA), l'assainissement des créances des entreprises publiques en difficultés (100 Mrds DA) ; la contribution à Sonelgaz (100 Mrds DA). Les autres transferts sont de l'ordre de 1744,11 Mrds DA, soit 30,5% du total des crédits (y compris le transfert aux EPA et établissements assimilés, pour un montant 1665,16 Mrds DA). Ce volet prend en charge notamment les établissements publics de santé, la subvention aux universités, les dotations aux établissements de la formation professionnelle etc. Enfin pour la couverture des charges de la dette publique, le montant global s'élève à 539,8 Mrds DA, représentant 3,2% du budget de l'Etat pour 2025.

PHOTO: A. BENYAHIA

de 2 350 000 bénéficiaires. Le soutien aux retraites et aux retraités, lui, nécessitera 422,47 Mrds DA. Il s'agit, rappelle le texte de loi, de couvrir le différentiel de pensions de retraites pour les moudjahidine, les petites pensions, la contribution au Fonds de réserve des retraites ainsi que le complément différentiel servi aux petites pensions et allocations intervenu en 2023. De même que les indemnités complémentaires de pensions de retraites et d'invalidité (ICPRI), de l'allocation de

et des ayants droit, quant à elle, aura droit à 214,74 Mrds DA. Pour le programme de logements aidés est réservé un montant de 191,16 Mrds DA. Concernant les allocations familiales et primes de scolarité des secteurs hors administration publique, l'Etat affectera 20,65 Mrds DA. En faveur de l'apurement des créances détenues par les organismes de sécurité sociale au titre des dépenses mises à la charge de l'Etat, il a été mis une enveloppe de 20 Mrds DA au profit

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Par ailleurs, le transfert aux EPIC et établissements assimilés équivaut à 1061,39 Mrds DA (soit 18,6% du total des crédits des transferts). Les collectivités locales auront droit à 621,47 Mrds DA, représentant 10,9% du montant global des transferts. Ce montant est destiné à la couverture des actions liées au Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (ex-fonds commun des collectivités locales) dont le niveau proposé

imputables totalement au portefeuille de programmes des Finances. Ces crédits enregistrent une augmentation de 61,81 Mrds DA (soit +12,9%) par rapport aux crédits révisés pour 2024. Le montant prévu pour 2025 à ce titre couvre principalement : les intérêts de la dette publique interne et externe (507,62 Mrds DA) ; les engagements intérieurs et extérieurs de l'Etat et la mise en jeu de la garantie de l'Etat avec 32,18 Mrds DA.

A. Benyahia

IMPORTATION DE VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS

Freiner la spéculation

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales avait instruit, le 2 octobre, les walis de suspendre «temporairement» la délivrance de cartes grises pour les véhicules de moins de trois ans. Un fichier national aurait été établi par les autorités compétentes pour un recensement général prévoyant contre certains risques de vol et de trafic de véhicules importés.

Le secteur automobile en Algérie connaît des rebondissements à partir de l'année prochaine, notamment dans son volet importation des véhicules de moins de trois ans. Une nouvelle disposition phare vient d'être édictée et a pour objectif de réguler l'activité d'importation de véhicules d'occasion pour le marché du pays.

En effet, le gouvernement algérien prévoit de mettre en place une nouvelle restriction concernant l'importation des véhicules de moins de trois ans, autorisée depuis 2023. Cette proposition entre dans le cadre de l'avant-projet de loi de finances 2025. Dans le but d'éviter les contournements et les distorsions sur ce même marché de l'automobile du pays, la nouvelle loi de finances pour 2025 prend certaines précautions.

Dans le détail, cette mesure vise à rendre les voitures d'occasion importées «invendables» sur le marché national pendant une durée de trois ans après leur achat depuis l'étranger. Concrètement, le texte stipule que «les véhicules importés de moins de trois ans de l'étranger sont inaccessibles pour une durée de trois ans à compter de la date de leur acquisitions», lit-on dans l'article 203 du PLF-2025, proposé pour modifier et compléter l'article 110 de la loi des finances 2020. En d'autres termes, les nouveaux propriétaires de ces véhicules ne seront pas autorisés à les céder avant l'expiration de ce délai.

L'objectif principal de cette mesure est de limiter les pratiques spéculatives liées à l'importation de véhicules de moins de trois ans, pratiques qui ont,



Une nouvelle disposition phare vient d'être édictée et a pour objectif de réguler l'activité d'importation de véhicules

avantages fiscaux et douaniers accordés dans ce cadre. «L'instauration de cette interdiction d'accessibilité vise à lutter contre les pratiques spéculatives de certains revendeurs et particuliers, qui ont altéré l'objectif recherché à travers les avantages fiscaux et douaniers accordés en la matière», indique le document.

L'exposé des motifs détaille aussi le type de véhicules et leurs motorisations. Il est expliqué que «la présente proposition de mesure a pour objet d'introduire une interdiction de cession

de véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion acquis par les particuliers résidents. Ledit décret indique dans son article 3 que «le particulier résident est autorisé à acquérir auprès des personnes physiques ou morales un véhicule d'occasion pour sa mise en circulation en Algérie, une seule fois tous les trois ans, à compter de la date de la déclaration de sa mise à la consommation. Il est donc fort probable que la mesure sera accompagnée par un enrichissement du texte de loi dans la mesure où

CONDITIONS DE DÉDOUANEMENT

A priori, la limitation d'acquisition de véhicule par personne n'est pas mentionnée dans le projet de loi de finances 2025. Aucune référence n'est aussi faite au décret exécutif 23-74 fixant les conditions et les

contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion acquis par les particuliers résidents. Ledit décret indique dans son article 3 que «le particulier résident est autorisé à acquérir auprès des personnes physiques ou morales un véhicule d'occasion pour sa mise en circulation en Algérie, une seule fois tous les trois ans, à compter de la date de la déclaration de sa mise à la consommation. Il est donc fort probable que la mesure sera accompagnée par un enrichissement du texte de loi dans la mesure où

de véhicules par personne. Car dans ce cas de figure, les mêmes pratiques pernicieuses pourraient réapparaître à travers le recours au certificat notarial, lequel impliquerait de tierces personnes, ou dans d'autres cas, la location de licence de moujahlidine, utilisée dans le cadre de l'importation de véhicules. Cette proposition, faut-il le rappeler, intervient après que la délivrance des immatriculations pour ces véhicules a été suspendue début octobre. Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait instruit, le 2 octobre, les walis de suspendre «temporairement» la délivrance de cartes grises pour les véhicules de moins de trois ans.

Cette instruction concerne les voitures importées selon le décret exécutif n° 23-74 du 20 février 2023, qui régit les conditions de dédouanement et de contrôle des véhicules d'occasion, pour laquelle un fichier national aurait été établi par les autorités compétentes pour un recensement général prévoyant contre certains risques de vol et de trafic de véhicules importés.

Selon les chiffres des douanes, rapportés récemment par le journal *El Khabar*, les Algériens ont déboursé 386,28 millions de dollars pour l'importation de 26 562 véhicules de moins de trois ans sur la période allant de 2023 au premier semestre 2024.

Dans le détail, 9970 véhicules d'occasion ont été importés en 2023 pour une valeur de 142,40 millions de dollars. Au cours du premier semestre 2024, 16 592 véhicules d'occasion ont été importés pour un montant de 243,88 millions de dollars.

PHOTO: DR

**LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LE COMMERCE
ILLICITE TRANSFRONTALIER**

171 AFFAIRES TRAITÉES PAR LES DOUANES

Les services des Douanes ont enregistré, durant la période allant du 4 au 10 octobre en cours, 171 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce illicite transfrontaliers, impliquant 92 contrevenants, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes. «*Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le commerce illicite transfrontaliers, les brigades opérationnelles des Douanes, activant sur l'ensemble du territoire douanier, y compris les postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens, en étroite coordination avec les différents corps de sécurité, ont enregistré une saisie importante, durant la période allant du 4 au 10 octobre 2024*», lit-on dans le communiqué. Le bilan fait état de la saisie de 637,7 kg de kif traité, de 14 034 unités de comprimés psychotropes, de 310 000 dinars tunisiens, de 10 200 euros, de 4000 dollars canadiens et de 600 dollars américains. Il s'agit également de la saisie de 59,175 tonnes de semoule et de farine, 21 960 litres de

carburant, 863 téléphones mobiles et 2396 unités de pièces de rechange pour véhicules. Les services des Douanes ont également saisi d'autres marchandises, à l'instar de produits cosmétiques et soins corporels, de produits pharmaceutiques, d'équipements sensibles, d'accessoires de téléphones mobiles, d'appareils électroménagers, de denrées alimentaires pour la consommation humaine et animale, de boissons alcoolisées, de fruits exotiques, de vaisselles, de vêtements, de matériaux de construction, de vélos et de véhicules et autres, selon la même source. Quelque 92 contrevenants sont impliqués dans ces affaires, ayant utilisé 18 véhicules dans le cadre de la contrebande (des motos, des véhicules de tourisme et utilitaires, des camions, des tracteurs, des remorques), ainsi que des conteneurs, indique le communiqué, soulignant que le montant total des amendes infligées s'élève à près de 2 milliards de dinars algériens, conclut le communiqué.

مؤشرات وتقديرات مشروع قانون المالية

هذه التوقعات المالية للجزائرين 2025 و2027

ويقدم ديناميكية النمو الاقتصادي المسجل، الأداء الجيد لقطاع الصناعة (3,9٪)، والخدمات (3,9٪)، والفلاحة (3,1٪) والبناء والأشغال العمومية (3,1٪). أما قطاع المحروقات فقد شهد نمواً طفيفاً قدر 0,8٪ مقارنة بالثلاثي الأول من سنة 2023.

توازنات وتقديرات

سجل الميزان التجاري فائضا قدره 2.30 مليار دولار أمريكي خلال السداسي الأول من سنة 2024، مقابل 6.21 مليار دولار أمريكي في نفس الفترة من سنة 2023، حيث يرجع التقلص، بحسب المصدر، إلى انخفاض صادرات السلع بنسبة 6,8٪ وزيادة واردات السلع بنسبة 10٪.

ويأخذ تأطير الاقتصاد الكلي والميزانياتي لمشروع قانون المالية لسنة 2025 وتقديرات سنتي 2026 و2027، بعين الاعتبار تطور السياق الوطني، وكذلك الوضع الاقتصادي الدولي، خاصة من حيث العرض والطلب على منتجات المحروقات، ويستند في ذلك إلى:

من المتوقع أن يرتفع حجم صادرات منتجات المحروقات بنسبة 1,9٪ سنة 2025، وينخفض بنسبة 0,9٪ و0,5٪ سنتي 2026 و2027 على التوالي.

من المتوقع أن تبلغ نفقات الميزانية 61,16794 مليار دج سنة 2025، بزيادة بنسبة 9,9٪ عن تقيّات قانون المالية لسنة 2024 لترتفع إلى 64,17948 مليار دج سنة 2026، ثم تنخفض إلى 53,17387 مليار دج سنة 2027.

من المتوقع أن يصل عدد السكان المقيمين إلى 47,8 مليون نسمة سنة 2025، و48,5 مليون نسمة سنة 2026، و49,1 مليون نسمة سنة 2027.

يستند إعداد مشروع قانون المالية لسنة 2025، إلى مؤشرات محلية ووضوح اقتصاد البلاد، خصوصا النشاط خارج المحروقات، فائض ميزان المدفوعات وتراكم احتياطي الصرف. ويقابل هذه المؤشرات، على الصعيد الدولي، سياق اقتصادي ومالي بصدمات وتوترات جيوسياسية مشتركة، ومعدلات تضخم مرتفعة، ومخاوف متزايدة نتيجة التغييرات المناخية، بحسب ما ورد في وثيقة التقرير التمهيدي لمشروع قانون المالية لسنة 2025.

رضا ملاح

تستهدف توجهات السياسة الميزانياتية للبلاد للفترة 2025-2027 الإطار الميزانياتي على المدى المتوسط، تعزيز الانضباط الميزانياتي والحفاظ على العدالة الاجتماعية والقدرة الشرائية للمواطن من خلال، لاسيما، إعادة تنشيط المشاريع الكبرى المهيكلية ومواصلة تنويع النشاط الاقتصادي، وريادة المبادرات خارج المحروقات، وجعل خدمة المواطن في صميم الاهتمامات.

يستند هذا الإطار الميزانياتي، بحسب الوثيقة، على نهج واقعي، يهدف إلى الحفاظ على توازنات الخزينة على المدى القصير والمتوسط، وضمان تسقيق ميزانية الدولة مع الاستراتيجية الوطنية للتنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد.

ويأخذ إعداد نص القانون في الحسبان استمرار إصلاحات نظام المالية العمومية المدرجة بموجب القانون العضوي رقم 18-15 المتعلق بقوانين المالية. إضافة إلى

وبناء على مؤشرات وفرضيات مما سبق ذكره، يُتوقع أن تتطور المؤشرات الرئيسية لتأطير الاقتصاد الكلي والميزانياتي لمشروع قانون المالية لسنة 2025 وتنبؤات سنتي 2026 و2027، حيث يتوقع أن يبلغ نمو النشاط الاقتصادي نسبة 4,5٪ في سنتي 2025 و2026، ويتباطأ بنسبة 3,7٪ في سنة 2027 نتيجة انخفاض نسبة نمو قطاع المحروقات، الذي سيشهد نموا بنسبة 2,4٪ في سنة 2025، ليستقر في سنة 2026 عند (0,3)٪، قبل أن يسجل انخفاضا بنسبة 2,6٪ في سنة 2027.

ويشير نص التقرير، إلى أن سياسة البلاد، في تنمية قطاع المحروقات، تركز على إعادة إحياء أنشطة التنقيب بتكثيف جهود الاستكشاف وتحسين نسبة الاسترجاع على مستوى حقول النفط والغاز، بهدف زيادة الإنتاج الأولي من المحروقات ليصل إلى 206 مليون طن مكافئ بترول في سنة 2027.

وتتمثل تلبية الطلب المحلي على المنتجات النفطية من أولويات القطاع، وتلك من خلال إنشاء مصفاة بحاسي مسعود و وحدات تحويل الوقود بسكيكدة، إذ من المتوقع أن تتخفف كميات المنتجات البترولية الموجهة للتصدير على المدى المتوسط من 99,3 مليون طن مكافئ بترول في سنة 2025 إلى 92,7 مليون طن مكافئ بترول في سنة 2027. في المقابل، ينتظر أن ترتفع الكميات الموجهة إلى السوق المحلية لتصل إلى 82,4 مليون طن مكافئ بترول في سنة 2027 مقارنة بـ 76,4 مليون طن مكافئ بترول في سنة 2025.

عموما، تتماشى ميزانية الدولة خلال الفترة 2025-2027 مع الاستمرارية في النهج المسطر في قانون المالية السابق، باعتماد استراتيجية مالية متوسطة الأجل تستند إلى تسقيف النفقات العامة والارتقاء التدريجي للإيرادات الجبلية، بهدف المحافظة على مكاسب اقتصادية واجتماعية وتعزيزها.

الجهود المبذولة لتفعيل محظوظ عمل الحكومة في الأجل المحدد، حيث تساهم المحاور الرئيسية في دعم القدرة الشرائية للمواطنين وخلق فرص العمل وتنمية الاقتصاد الوطني.

وفي باب الإيرادات، يؤكد هذا المشروع على استهداف التدابير الضريبية المدرجة في مشروع قانون المالية لسنة 2025 الأهداف التالية:

توسيع الوعاء الضريبي، الذي سيدعم من خلال مجهودات إحصاء المجتمع الضريبي من جهة، ومقترحات التحفيزات المالية والضريبية لتشجيع التني التدرجي للسوق غير الرسمية من جهة أخرى، وتعزيز تعبئة الموارد، مكافحة الغش والنهب الضريبيين، وتبسيط الإجراءات في إطار مواصلة تحسين مناخ الأعمال والإصلاحات الضريبية.

وفي باب النفقات، تُشير التوصيات إلى مواصلة الترشيد وتحسين جودة وفعالية الإنفاق العمومي، من خلال مواصلة الإصلاح الميزانياتي وعصرنة الأنظمة المعلوماتية، وتسريع التحول الرقمي، وعصرنة النظام الوطني للمعلومة الإحصائي، ومواصلة التدابير لتعزيز انضباط وشفافية الميزانية، من خلال تنفيذ المحظوظ المحاسبي الجديد والانتقال إلى محاسبة على أساس الاستحقاق، وضمان تخصيص أفضل لاعتمادات الميزانية بالاعتماد على أولويات الحكومة والاحتياجات الفعلية لمحافظة البرامج، إضافة إلى قدرتها على تنفيذ التفقات.

وبالعودة إلى أبرز مؤشرات اقتصاد البلاد لهذه السنة، يُسجل نمو اقتصادي ديناميكي في السلاشي الأول (3,80٪)، وفائض في الميزان التجاري نهاية جوان بـ 2,3 مليار دولار أمريكي، إلى تحسن في احتياطي الصرف في نهاية جوان (69,75 مليار دولار أمريكي)، والتحكم في نسبة التضخم خلال الأشهر الأولى من السنة (4,06٪).

مواصلة تكريس الطابع الاجتماعي في مشروع قانون المالية 2025

رصد 35 بالمائة من الميزانية للتحويلات الاجتماعية

• الغلاف المالي للتحويلات الاجتماعية 5928.18 مليار دينار العام القادم

تعد الجزائر من الدول التي تولي اهتماما للطابع الاجتماعي لدورها، وهو مفهوم يتجسد في سياسات الدولة الهادفة إلى تحقيق العدالة الاجتماعية والرفاهية للمواطنين. تستند الدولة الجزائرية إلى مبادئ العدالة الاجتماعية والمساواة في تقديم الخدمات الأساسية كالتهذيب، الصحة والسكن، كما تقوم بتقديم دعم مالي واسع للفئات الضعيفة أو الهشة، إضافة إلى التحكم في أسعار المواد الأساسية ودعمها من خلال نظام التحويلات الاجتماعية.



حفيظ صوالي

• قدرت هذه التحويلات برسم مشروع قانون المالية 2025 على أساس نفقات التحويل بنحو 5872.37 مليار دينار جزائري كرخص التزام 5928.18 مليار دينار كاعتمادات دفع، ممثلة فيما نسبته 37,1 بالمائة و 35,3 بالمائة على التوالي، من إجمالي ميزانية الدولة لسنة 2025. ووفقا لمشروع قانون المالية 2025، فإن نفقات التحويل قدرت بنحو 5872.37 مليار دينار جزائري كرخص التزام 5928.18 مليار دينار كاعتمادات دفع، ممثلة فيما نسبته 37,1 بالمائة و 35,3 بالمائة على التوالي من إجمالي ميزانية الدولة لسنة 2025.

وي سجل هذا العنوان زيادة بمبلغ 313,57 مليار دينار جزائري كرخص التزام (أي 5,6+ بالمائة) 288,64 مليار دينار جزائري كاعتمادات دفع (أي 5,1+ بالمائة) مقارنة بالاعتمادات المراجعة لسنة 2024. وتغطي هذه النفقات أساسا التدخل الاقتصادي والاجتماعي للدولة، لاسيما إعانات للمنتجات والمواد ذات الاستهلاك الواسع بمبلغ 659,96 مليار دينار جزائري، منه الحبوب 384,96 مليار دينار جزائري والحليب 100 مليار دينار جزائري والمياه المحلاة 88 مليار دينار جزائري، إلى جانب دعم الطاقة 23 مليار دينار جزائري وتثبيت أسعار السكر والزيوت 100 مليار دينار جزائري.

علاوة على ذلك، يتجلى تدخل الدولة من خلال الأجهزة المختلفة المقدمة حسب الفئة على غرار التحويلات لفائدة الأشخاص بـ 1755,13 مليار دينار جزائري، أي 30,7 بالمائة من مجموع اعتمادات التحويلات، والتحويلات لفائدة المؤسسات العمومية ذات الطابع الصناعي والتجاري والمؤسسات المماثلة و 1061,39 مليار دينار جزائري، أي 18,6 بالمائة من مجموع نفقات التحويل، والتحويلات لفائدة المؤسسات بـ 519,41 مليار دينار جزائري، ما يمثل 9,1

من خلال تقليص الفجوة بين الطبقات الاجتماعية وكذا تحفيز الاقتصاد عبر تعزيز الاستهلاك، وتبقى مستويات التحويلات الاجتماعية في مستوى عال، وقد أشار مشروع قانون المالية 2025 إلى أنه سجلت نفقات التحويل الحصة الأكبر من نفقات الميزانية العامة بنسبة 45، منتقلة من 4115,05 مليار دينار جزائري بنسبة تقدر بنحو 12,8٪ من الناتج الداخلي الخام في 2022 إلى 5263,3 مليار دج، وحصة 16,1٪ من الناتج الداخلي الخام في 2023، ويرتقب أن تظل هذه المستويات في منحى إيجابي، مع تقديرها برسم مشروع قانون المالية 2025، في حدود 5.928.181.295 دينار جزائري وتوقعات بلوغها 6.212.654.422 دينار جزائري في 2026 و 6.348.865.339 دينار جزائري في 2027. ح . ص

تقدير التحويلات الاجتماعية

السنوات	القيمة الألف دينار جزائري
2023	3263.3
قانون مالية 2024	4276.0
الإغلاق 2024	5639.5
مشروع قانون المالية 2025	5928.2
توقع 2026	6212.7
توقع 2027	6348.9

تمثل النفقات الفعلية المخصصة للسداد خلال السنة المالية. ووفقا لمشروع قانون المالية 2025، فإن الحكومة اقترحت لسنة 2025 لتغطية العمليات الجاري إنجازها مبلغا قدره 1432,67 مليار دج كاعتمادات دفع (أي 45,8٪ من إجمالي نفقات الاستثمار)، منها أكثر من 93٪ على مستوى 10 محافظ، برامج، على غرار الأشغال العمومية 39,5٪، السكن 17,3٪، الري 11٪، الفلاحة 7,3٪، التربية 6,1٪، الصحة 4,0٪، الداخلية 3,3٪، النقل 2,3٪، التعليم العالي 1,2٪ والمالية 1,0٪.

ماهية التحويلات الاجتماعية
وتعد التحويلات الاجتماعية هي المساعدات المالية أو العينية التي تقدمها الحكومة للأفراد أو الأسر لدعمهم اقتصاديا وتحسين مستوى معيشتهم، وتشمل التحويلات الاجتماعية عموما في الجزائر دعم السلع الأساسية مثل الوقود والغذاء، بالإضافة إلى برامج الضمان الاجتماعي والمعاشات والإعانات الصحية والتعليمية، وتتلوور ضمن أهداف تحسين القدرة الشرائية للأسر ذات الدخل المحدود ودعم الفئات الهشة كالمعاقين وكبار السن وتعزيز الاستقرار الاجتماعي

بالمائة من مجموع نفقات التحويل وتحويلات أخرى بقيمة 1744,11 مليار دينار جزائري، أي 30,5 بالمائة من مجموع نفقات التحويل (بما فيها التحويلات للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري بمبلغ 1665,16 مليار دينار جزائري، وتمهد رخص الالتزام واعتمادات الدفع مفهومان مرتبطان بإدارة ميزانية الدولة ويستخدمان لتنظيم الإنفاق الحكومي. ومعلوم أن رخص الالتزام تمثل إنفا قانونيا للجهة الحكومية للبدء في عملية التعاقد أو الإنفاق، وتحدد الحد الأقصى للمبلغ الذي يمكن الالتزام به في السنة المالية، لكن ليس بالضرورة إنفاقه في نفس السنة، كما تعبر عن النفقات المحتملة التي ستتحقق في المستقبل بناء على التعاقدات، أي أن رخص الالتزام تتعلق بالخطط المستقبلية للإنفاق.

بالمقابل، فإن اعتمادات الدفع هي الأموال الفعلية المخصصة للإنفاق خلال السنة المالية وتعبر عن المبالغ المسموح بصرفها في السنة المحددة لتسديد الالتزامات، وتعتمد على رخص الالتزام السابقة لكن تغطي فقط النفقات المستحقة للسنة الحالية، أي أن اعتمادات الدفع



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger